

Ils veulent privatiser La Poste !!

Le 3 octobre 2009, une votation aura lieu près de chez vous, sur les marchés, devant les bureaux de Poste ou devant les mairies.

Malgré l'opposition des 2/3 des français, le gouvernement tente de passer en force. Le projet de loi déposé au mois de

juillet sera examiné au pas de charge par les 2 assemblées à l'automne.

Conscient de l'impopularité de cette décision, le gouvernement a décidé d'utiliser la procédure simplifiée de la lecture unique pour éviter tout débat.



Ainsi, après France Télécom, Edf,
Gdf qui ne devait jamais être privatisée
(selon les propres paroles de Nicolas
Sarkozy, à l'époque ministre de
l'économie),
c'est à cette puissante institution qu'est La
Poste, présente sur tout le territoire, que
s'attaquent les lobbies du « tout privé » et
de la concurrence à outrance.

Ce ne sont pas les directives de Bruxelles, ni
les « nécessaires modernisations » de
l'entreprise qui obligent La Poste à ouvrir
son capital en vue de sa privatisation.



NON...



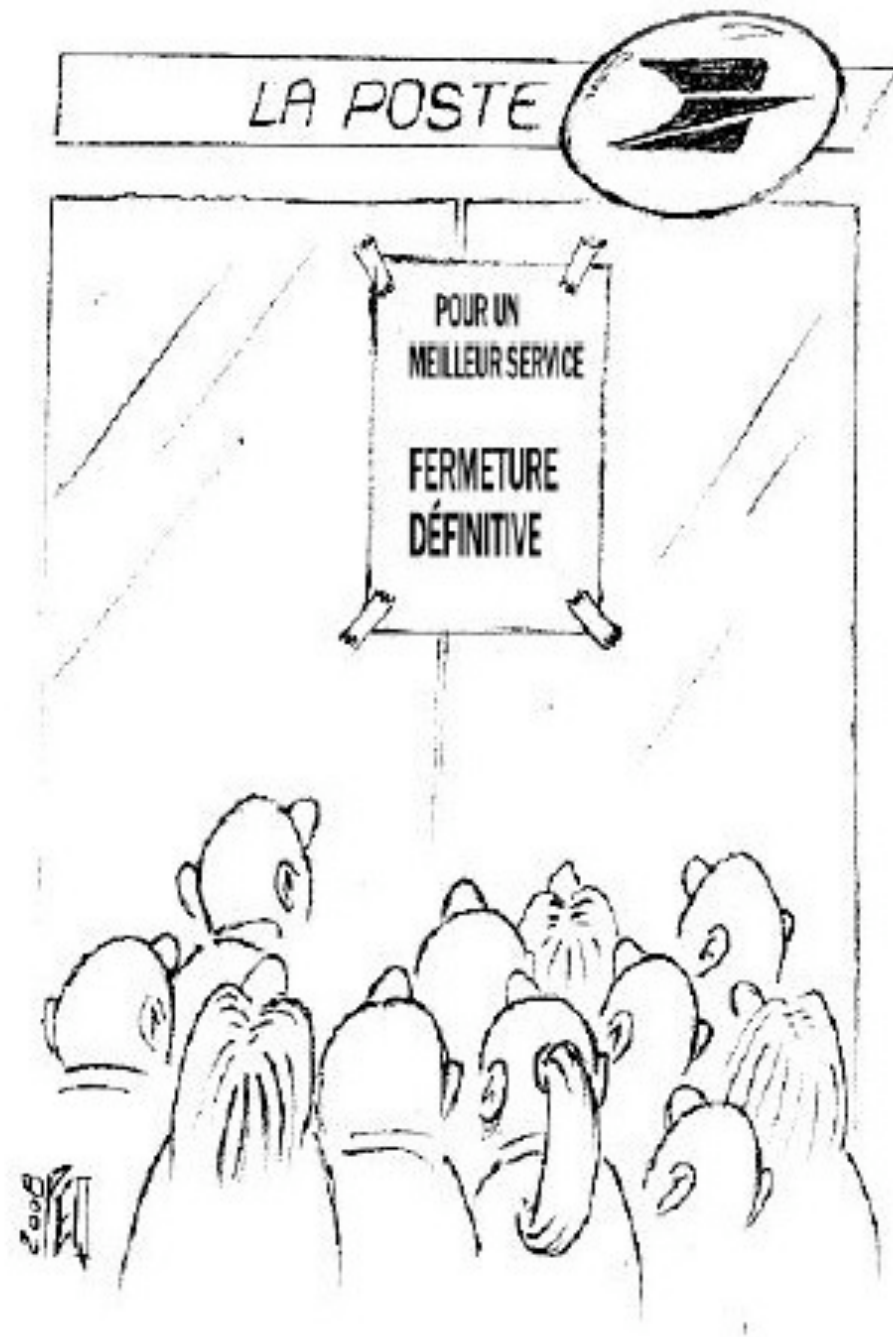
ce sont l'appétit des lobbies, la volonté de faire du fric et de participer au grand monopoly des rachats d'entreprises postales européennes et des fusions entre banques qui sont derrière toutes ces manœuvres.

Les différentes filiales créées par La Poste lui ont déjà permis de s'inviter au grand jeu de la bourse.

Toute nouvelle dans le joyeux monde de la finance, La Banque Postale créée en 2006 n'a perdu « que » 60 millions d'euros dans la faillite de Lehman Brothers avec la crise de 2008!

Les exemples
européens de
privatisation de La
Poste sont
éloquents...

et inquiétants !



En Suède



La poste est transformée en Sarl en 1994.

Elle conserve 90% de parts de marché (c'est donc ça la concurrence?)

Le prix du timbre bat tous les records (90% de hausse en 10 ans de 1993 à 2003)

1/3 des emplois supprimés

Passage de 2000 à 500 agences

Au Royaume Uni



Privatisée en 1999 par Tony Blair

L'échec est tel qu'elle doit être re-nationalisée en catastrophe avec une perte évaluée à 1,5 milliards de livres, payée par le contribuable

La réorganisation entamée en 2006 a conduit à la fermeture de 2500 bureaux, une réduction massive de l'emploi

Aux Pays-Bas



Transformée en 1989 en société anonyme

Fusionne avec le groupe australien TNT en 1996

L'entreprise est connue pour faire travailler les enfants dans le portage et la publicité non adressée

TNT envisage de supprimer entre 11 000 et 13 000 emplois (sur 59 000) dans les années qui viennent

70% de la main-d'œuvre travaille à temps partiel et il ne subsiste que 500 à 800 vrais bureaux contre 1300 points de vente!

Les postes européennes...



- tentent de supprimer la distribution du courrier en zone rurale (c'est le cas de Correos, en Espagne)
- tentent de réduire la distribution du courrier à 5 jours au lieu de 6 actuellement
- tentent d'augmenter le délai d'acheminement sans changer le prix du timbre
- elles poursuivent leurs fermetures de bureaux
- suppriment des milliers d'emplois, 300 000 dans l'union européenne, 10 000 par an en France (52 000 depuis 2002)

Alors, pourquoi privatiser et renouveler les erreurs commises dans les autres pays ?

Pourquoi casser ce qui marche (La Poste a fait 650 millions de bénéfices en 2008, 1 milliard en 2007)?

Pourquoi briser le lien social qu'elle apporte sur le territoire ?



Qu'en sera t-il de la péréquation tarifaire (un même tarif quel que soit la destination en France et dans les DOM)?

Les suppressions de milliers d'emplois sont elles inéluctables?

La privatisation, un passage obligé ?

La concurrence ne fait pas baisser les prix
et n'améliore pas la qualité des services.

Le prix des autoroutes françaises ne cesse d'augmenter alors qu'elles sont amorties depuis des années. Conçues pour améliorer la sécurité routière, elles sont de plus en plus délaissées par les catégories sociales les moins fortunées.

Edf, dont les prix sont, de l'aveu de son Pdg, 40% moins chers que dans les autres pays européens, demande la possibilité d'augmenter ses tarifs de 20% en 3 ans. Pourquoi ?

Dans les télécommunications, les ententes illicites et illégales entre les opérateurs empêchent la baisse des tarifs. Il s'agit simplement de se partager le gâteau.



La privatisation du rail en Grande-Bretagne a engendré une augmentation des tarifs doublée d'une augmentation catastrophique des accidents ferroviaires dans les années 90 due au défaut d'entretien des installations par l'entreprise privée

En France, de plus en plus de communes re-nationalisent la distribution de l'eau : les régies municipales proposent des prix plus bas que les entreprises privées, contraintes de dégager des marges plus importantes pour satisfaire les actionnaires



Pour La Poste



Le seul paiement par l'état de sa dette envers La Poste (présence postale, accessibilité bancaire, transport et distribution de la presse..) suffirait à couvrir sa modernisation.

La privatisation n'est pas inéluctable et, contrairement à ce qui est dit, Bruxelles n'en fait pas un passage incontournable.

Mais il faut bien chercher un bouc-émissaire!

Le 3 octobre 2009...

Vous avez votre mot à dire !

Ne vous laissez pas voler vos services publics

**Après La Poste, ce sera au tour de la santé, de
l'éducation ...**

**Ils n'ont qu'un mot d'ordre : tous les services
publics doivent disparaître !**

Le Comité national contre la privatisation de La Poste

regroupant les syndicats CGT-SUD-FO-CFTC,

plus de 80 associations et partis de gauche

organise le **3 octobre 2009**

une consultation nationale sans précédent.

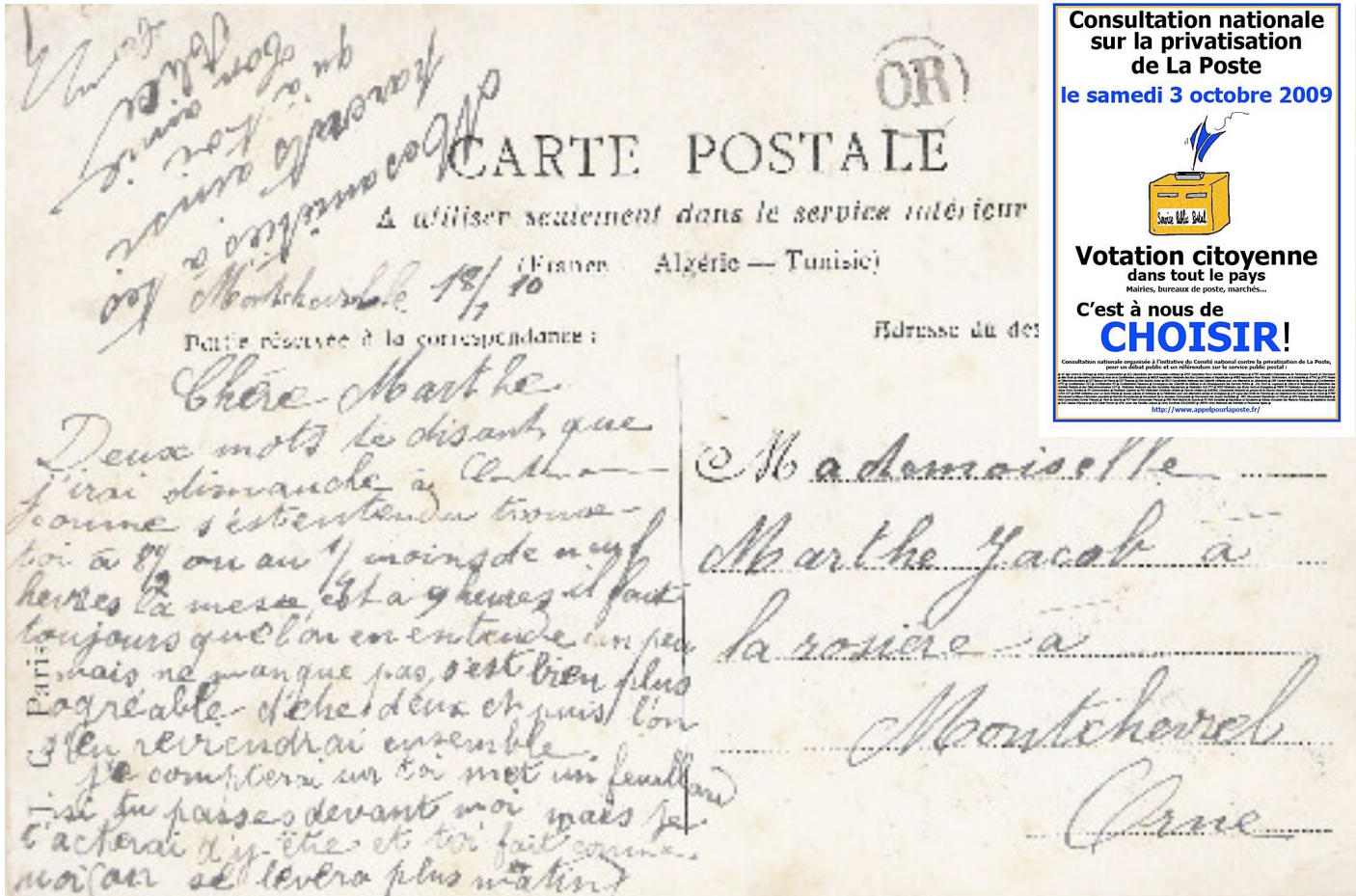
C'est à nous de choisir !

Rendez-vous devant les mairies, les bureaux de poste, les marchés...

Le 3 octobre 2009, votez NON !
NON à la privatisation de La Poste

Dès aujourd'hui

- transmettez ce mail le plus rapidement possible à vos contacts
- parlez-en autour de vous
- Informez-vous sur le site www.appelpourlaposte.fr



Merci à tous et à toutes